Le Parti doit être repris en main

Le texte dont nous proposons ici une traduction, serait, croit-on savoir, une circulaire émanant du Comité central expédiée par le bureau des affaires courantes du Parti communiste chinois, à destination de tous les cadres de l'appareil jusqu'au niveau des cadres moyens (soit jusqu'au dix-septième rang). Intitulé: «les Points importants d'une conversation entre le camarade Deng Xiaoping et les camarades Yang Shangkun, Wan Li, Jiang Zemin, Li Peng, Qiao Shi, Yao Yilin, Song Ping et Li Ruihuan», il reproduit le discours prononcé par Deng Xiaoping devant les membres du nouveau Comité permanent du Bureau politique. L'intervention a vraisemblablement été faite avant que ne soit réuni le quatrième plenum du XIII^{e} Comité central (23-24 juin 1989), mais à un moment où les décisions entérinées par ledit plenum avaient déjà, visiblement, été arrêtées. Le texte a paru dans la presse de Hong Kong. Nous avons utilisé la version donnée par le Zhongyang ribao [quotidien central] de Taiwan, en date du 14 juillet 1989. Le titre et les intertitres sont de nous, de même que les notes.

S'agissant de l'authenticité du document, rien ne permet, à priori, d'en douter. D'une part, parce que les recommandations qu'il renferme ont été suivies d'effets immédiatement perceptibles. Il n'est que de constater le tapage mené alors sur le thème de la lutte contre la corruption, pour ne rien dire des encouragement répétés à l'investissement étranger ou de la répression qui, si elle était déjà devenue silencieuse, n'en perdurait pas moins. On en relevait, d'autre part, dans la presse officielle chinoise de l'époque, quantité d'extraits anonymes, citations quasi littérales ou non. Un exemple:

l'éditorialiste du Quotidien du peuple (édition d'outre-mer), en date du 22 juillet 1989, a repris à son compte, et textuellement, plusieurs phrases.

Ce discours, outre qu'il confirme définitivement que Deng Xiaoping reste bien l'empereur de Chine – et voilà qui mettra un terme à toutes les supputations imbéciles selon lesquelles on lui aurait forcé la main pour qu'il adopte telle ou telle mesure – et qu'il nous livre les axes de son programme de redressement à court terme, ce discours, donc, peut être tenu, sans exagération aucune, pour le testament politique de la gloire du Sichuan, soit, pour reprendre ses propres mots, pour le dernier exposé de sa «position politique».

Huang S. – A. Pino

Dans l'histoire de notre Parti communiste chinois, à compter d'aujourd'hui, nous devons établir une direction collégiale de la troisième génération. Avant la Conférence de Zunyi [1]La Conférence de Zunyi s'est tenue en janvier 1935. Mao s'y est vu confier la direction du Parti en devenant le président du Comité central. notre Parti ne disposait pas encore d'un centre mûr. De Chen Duxiu, Qu Qiubai, Xian Zhongfa, Li Lisan, jusqu'à Wang Ming, nous n'étions pas parvenus à constituer un centre compétent. La direction collégiale de notre Parti a commencé à s'établir à la Conférence de Zunyi. Il s'agissait de Mao, Liu [Shaoqi], Zhou [Enlai] et Zhu [De], rejoints par la suite par le camarade [Ren] Bishi, et, après le décès du camarade [Ren] Bishi, par le camarade Chen Yun. Jusqu'au VIII[e] Congrès du Parti [2]La première session s'est tenue en septembre 1956, la seconde en mai 1958., nous avons formé un Comité permanent, composé de Mao, Liu [Shaoqi], Zhou [Enlai], Zhu [De], Chen [Yun] et Deng [Xiaoping]. Par la suite, nous avons intégré Lin Biao. Cette direction collégiale s'est maintenue jusqu'à la Révolution culturelle.

J'ai été le noyau de la deuxième génération des leaders

Durant la longue période qui a précédé la Révolution culturelle, quelles qu'aient été les erreurs commises par notre Parti, quels qu'aient été les changements survenus parmi ses membres, du début jusqu'à la fin, nous avons toujours maintenu une direction collégiale, avec, comme noyau, le camarade Mao Zedong. Voilà quels ont été les leaders de la première génération de notre Parti.

Le troisième plenum du XI[e] Comité central [3]Plenum qui a consacré la victoire de Deng Xiaoping sur Hua Guofeng. Il s'est tenu du 12 au 18 décembre 1978. a mis en place un nouveau collectif directeur, le collectif directeur de la deuxième génération. Dans ce collectif, en fait, on peut estimer que j'ai occupé la poste crucial. Dès l'établissement de ce collectif, je me suis sans cesse préoccupé du problème de la succession. Bien que deux successeurs ne soient pas parvenus à tenir [4]Allusion à Hu Yaobang, tombé à l'issue du mouvement étudiant de l'hiver 1986, et à Zhao Ziyang, limogé consécutivement aux événements d'avril-juin 1989., au moment où ils avaient été choisis – en fonction de leur expérience dans la lutte, des succès remportés dans leur travail et de leur niveau idéologique –, nous ne pouvions que faire ce choix. En outre, les individus sont changeants.

Toute collectivité a besoin d'un noyau. On ne saurait se fier à une direction dépourvue de noyau. Le noyau du collectif directeur de la première génération était le président Mao. C'est parce que nous avions le président Mao comme noyau de la direction que la Grande Révolution culturelle n'a pas fait sombrer le Parti communiste. Pour ce qui concerne la deuxième génération, c'est moi qui en ai été le noyau. Et c'est parce que nous possédions ce noyau que lorsque nous avons changé à deux reprises de dirigeant cela n'a exercé aucune influence sur la direction de notre Parti. La direction du Parti est toujours demeurée stable. Le collectif directeur de la

troisième génération doit avoir un noyau. Cela, tous les camarades ici présents doivent le comprendre et s'en préoccuper avec une conscience extrême. Il faut protéger consciencieusement le noyau, c'est-à-dire le camarade Jiang Zemin [5]Agé de soixante-trois ans, maire de Shanghai depuis 1985, il vient d'être nommé secrétaire général du Parti., sur lequel tout le monde est d'accord pour l'instant. Tout doit faire l'objet de comparaisons. Toutes comparaisons faites, son tour est venu. Exposons précisément les grandes lignes du sujet. À compter du jour où le nouveau Comité permanent va commencer son travail, il faudra prendre garde à affermir, puis à protéger, ce noyau. Il suffit de disposer d'un bon Bureau politique, et surtout d'un bon Comité permanent, il suffit que leurs membres restent unis, qu'ils travaillent avec ardeur et qu'ils donnent l'exemple – l'exemple, c'est-à-dire travailler dur et entreprendre, et s'opposer à la corruption –, et alors, quel que soit le chaos, on parviendra à en venir à bout. Cette affaire a montré que la classe ouvrière était digne de confiance, que les paysans étaient dignes de confiance, que l'Armée de libération était digne de confiance. Mais si le centre lui-même est en proie à la confusion, on ne peut rien affirmer. Il s'agit là d'un problème crucial. Le destin du pays, le destin du Parti, le destin du peuple, ont besoin d'un tel collectif directeur.

En aucune façon, on ne doit m'attribuer de titre officiel

Je l'ai déjà indiqué aux camarades Li Peng et [Yao] Yilin [6]Li Peng, soixante et un ans, premier ministre depuis avril 1988, fils adoptif de Zhou Enlai. Yao Yilin, soixante-douze ans, vice-premier ministre et président de la Commission du plan d'État.: une fois que la nouvelle direction aura commencé à mettre de l'ordre dans son travail, je ne m'en occuperai plus. Je ne souhaite plus intervenir dans vos affaires. Je leur ai dit que c'était ma position politique. Bien sûr, si vous avez besoin de moi, je ne me récuserai pas. Mais ne faites pas

comme par le passé. Je ne souhaite pas qu'après la création du nouveau Bureau politique, puis du nouveau Comité permanent, on annonce que je dois encore jouer un rôle quelconque. Pourquoi cela? Ce n'est nullement par modestie ou pour tout autre raison. Mais maintenant il est clair que je pèse d'un poids trop lourd, et cela n'est bon ni pour le pays ni pour le Parti. Et un jour cela deviendra dangereux. La politique américaine à l'égard de la Chine, actuellement, parie sur ma maladie ou sur ma mort. Et, sur la scène internationale, nombreux sont les pays qui, dans leur politique à l'égard de la Chine, parient sur ma vie. Voilà plusieurs années que j'ai pris conscience de ce problème: quand le destin d'un pays repose sur la réputation d'une ou deux personnes, cela est malsain et très dangereux. Tant qu'il n'y a pas d'incident, aucun problème ne se pose. Mais en cas d'incident, il n'est plus possible d'arranger les choses. Une fois la nouvelle direction mise en place, elle doit assumer toute la responsabilité. Que vous commettiez des erreurs ou que vous agissiez correctement, quels que soient vos mérites, ce sont vos affaires. Ainsi, vous agirez à votre guise. C'est une bonne chose pour le collectif directeur que de s'entraîner. De plus, les méthodes du passé n'ont pas beaucoup réussi. Maintenant, j'ai quatre-vingt-cinq ans. Quand on parvient à cet âge, on doit se montrer lucide. Le problème le plus important est celui de la situation générale. Si les facteurs individuels influent sur la stabilité de la situation, influent sur le développement harmonieux des affaires, il sera très difficile de le résoudre. Si quelque chose se produit, vous me trouverez à vos côtés pour vous apporter mon aide. Mais, en aucune façon, on ne doit m'attribuer de titre officiel.

Nous avons vraiment commis des erreurs

Les événements qui se sont produits nous indiquent s'il faut ou non persévérer dans la voie socialiste et sous la direction du Parti. Ce sont là deux points cruciaux. Tout l'Occident impérialiste a tenté de faire quitter aux pays socialistes la

voie socialiste pour les placer sous la domination du capital monopoliste international et les placer sur la voie du capitalisme. Il faut maintenant que nous résistions à ce courant. Notre drapeau ne doit pas prêter à équivoque. Parce que si nous ne persévérons pas dans le socialisme, en fin de compte, même si nous nous développons, nous resterons un pays subordonné. Au demeurant, quand bien même nous voudrions nous développer, cela ne serait pas chose facile. À l'heure actuelle, le marché international est engorgé et il n'est pas facile d'y accéder. Seul le socialisme est à même de sauver la Chine. Seul le socialisme est à même de développer la Chine.

Sur ce point, la présente émeute nous a présenté des suggestions nombreuses et importantes qui ont éveillé notre conscience. Si la Chine n'emprunte pas la voie du socialisme, elle n'a aucun avenir [7]L'éditorial du *Quotidien du peuple* (édition d'outre-mer), en date du 22 juillet 1989, cite, presque mot pour mot, ces dernières lignes.. Et le grand triangle Chine – Union soviétique – États-Unis n'existera plus. En fait, la Chine est un pays pauvre. Pourquoi ce grand triangle existe-t-il? Mais parce que la Chine est un pays indépendant et autonome. Pourquoi dis-je que nous sommes indépendants et autonomes? Mais parce que nous persistons à nous tenir sur la voie socialiste. Sinon, nous nous contenterions d'agir sous les couleurs américaines, sous les couleurs des pays développés. Quelle indépendance, alors, que la nôtre! En ce moment, l'opinion internationale exerce des pressions sur nous. Mais nous avons la conscience tranquille. Nous ne céderons pas à ses provocations. Toutefois, nous devons nous occuper sérieusement de nos affaires. En réalité, cet événement a mis suffisamment en évidence nos erreurs. Car nous avons vraiment commis des erreurs! Et pas de minces erreurs!

Nos taches immédiates

Je vais, ensuite, traiter de la question des tâches immédiates à accomplir. Nous ne devons pas attendre que l'émeute soit

totalement écrasée. S'il faut maintenant, d'un côté, écraser à fond l'émeute, il faut aussi, d'un autre côté, localiser les erreurs que nous avons commises par le passé, envisager le moyen de les corriger, et cerner les problèmes qu'il faut résoudre d'urgence. Pour l'heure, cent choses laissées à l'abandon demandent à être remises en état. Mais il est impossible de tout faire, et de tout faire en même temps. Ouvrir en ce moment un débat sur un problème théorique quelconque, par exemple le débat sur le marché ou le débat sur la planification, non seulement cela ne profiterait pas à la stabilité, mais cela nuirait à nos affaires. Nous devons nous concentrer sur l'accomplissement de quelques actes propres à satisfaire le peuple et à lui plaire, et, en même temps, nous devons prendre garde rapidement à ce qui porte préjudice à notre avancée.

Nous reparlerons du problème des responsabilités dans deux ou trois ans.

L'économie ne doit pas dégringoler

Premièrement. L'économie ne doit pas dégringoler. Tout ce qui peut accélérer la vitesse du développement mérite d'être soutenu activement. Bien entendu, nous ne pouvons demander autant que nous le voulions auparavant. Pour l'instant, l'important réside dans le fait que les secteurs industriels de base sont trop faibles. Nous manquons d'électricité et de matières premières. Dans la répartition des matières premières, les petites entreprises ont mangé les grosses. Résultat, l'État a subi de gros dommages. Cette fois-ci, pour éviter que l'économie ne dégringole, nous devons mettre à plat les problèmes pour déterminer l'ordre des urgences et accélérer leur règlement. Il faut trancher cet écheveau embrouillé avec un couteau acéré, et cela sans tarder. Si des décisions s'imposent et qu'on ne les prend pas, cela nuit aux affaires. Pour l'instant, nous ne devons pas nous embrouiller dans le problème des responsabilités. Nous reparlerons du problème des responsabilités dans deux ou trois ans. Il n'est

pas nécessaire, maintenant, de gaspiller de l'énergie pour cela. Tous les objectifs visés qui sont positifs et qui favorisent le développement doivent être atteints immédiatement. Il faut que dans les onze années et demie à venir, nous nous efforcions d'atteindre un rythme de croissance économique relativement satisfaisant. Même si nous ne parvenons pas à 7%, nous pouvons nous contenter de 6%. Le rythme moyen au cours de notre premier doublement a été de 9%[8]Il s'agit du doublement du Produit national brut. Il a été prévu de réaliser le deuxième doublement en douze ans.. Pour réaliser le deuxième doublement, un rythme de 6% suffira. Si nous effectuons encore un doublement, un réel doublement, à ce moment-là, le peuple s'apercevra de la prospérité et du développement de notre pays et de notre œuvre socialiste. Il faut fermer de façon intransigeante les entreprises des bourgs et des villages qui gaspillent l'électricité et les matières premières. Nous devons nous montrer inflexibles sur ce point. Les camarades sur place doivent s'en porter garants, par conscience de Parti. Le Comité central du Parti et le Conseil des affaires d'État doivent avoir autorité et compétence. Sans autorité, cela ne marchera pas. Je propose qu'on mette sur pied une équipe chargée d'étudier la stratégie du développement et la planification des cinquante premières années du siècle prochain. Sa tâche essentielle consistera en l'établissement d'un plan de développement pour les secteurs industriels de base et les transports. Nous devons prendre des mesures draconiennes pour que notre développement parvienne à se poursuivre sans puiser dans les réserves. Sans secteurs industriels de base, le développement économique ne disposera pas de réserves, et, tôt ou tard, un chaos économique se produira. L'économie, alors, stagnera, voire même régressera. Il faut trouver un moyen pour résoudre le problème des transports. Nous ne pouvons le laisser sans solution. Il faut se pencher sur le problème des entreprises sidérurgiques, de l'industrie du bois et de celle des matières plastiques. Pour résoudre ces problèmes, il est possible d'absorber des

capitaux étrangers, c'est-à-dire de pratiquer l'ouverture. Maintenant, dans les pays développés, on trouve beaucoup d'équipements de deuxième main. Nous devons réunir des informations précises à leur sujet et, dès que l'occasion s'en présente, les acheter pour réformer ainsi nos vieilles entreprises. Sur ce point, nous devons concentrer nos efforts et installer des services d'études spéciaux, des services spéciaux de renseignements, pour agir promptement. Je l'ai déjà dit, grâce à cet événement, il suffit que nous tirions sérieusement les leçons du passé et que nous réfléchissions à l'avenir, pour que, peut-être, non seulement notre développement se stabilise et s'améliore, mais pour qu'il s'accélère probablement. Les possibilités existent pour que cette vilaine affaire se transforme en une bonne. Il faut aussi étudier le problème de l'agriculture. En fin de compte, c'est probablement la science qui résoudra ce problème. À l'origine, la production de riz dans le Hunan augmentait de 15% à 20%. Mais, récemment, grâce à de nouvelles découvertes, son augmentation a atteint 20% de plus. Cela prouve que des potentialités existent. La science est vraiment formidable. On doit en faire grand cas.

Faire quelque chose pour satisfaire le peuple

Deuxièmement. Faire quelque chose pour satisfaire le peuple. Le plus important, c'est, d'abord, une réforme et une ouverture encore plus audacieuses. C'est, ensuite, punir avec sévérité la corruption.

Pour ce qui est du travail de l'ouverture, le Conseil des affaires d'État, pour l'essentiel, s'en charge. Il faut faire quelque chose et agiter un coup la bannière de l'ouverture. Il ne faut pas manquer de courage. En gros, pour le moment, nous devons permettre que des pertes soient consenties. Nous ne devons pas craindre les pertes. Dès lors que des bénéfices sont tirés à long terme, on peut s'engager. Il faut faire quelque chose de plus en faveur de la réforme et de l'ouverture. Il faut faire des affaires en association avec le

capital étranger. Nous pouvons créer, un peu partout, des zones de développement pour absorber les capitaux étrangers. Et si les capitaux étrangers réalisent des bénéfices, en fin de compte, nous aussi, nous en tirerons certainement profit. Nous pourrons prélever plus d'impôts et des sociétés au service des capitaux étrangers pourront être créées. Nous pouvons, également, créer dans ces zones des entreprises qui gagneront de l'argent. Notre économie, de cette façon, gagnera en vitalité. À l'heure actuelle, sur la scène internationale, on craint que nous ne nous fermions. Nous devons donc faire quelque chose qui montre que notre politique de réforme et d'ouverture n'a pas changé et même qu'elle s'est renforcée. Sur le plan de la réforme du système politique, l'objectif le plus haut consiste à stabiliser l'environnement. J'ai expliqué aux Américains que l'intérêt le plus grand de la Chine était sa stabilité. Tout ce qui profite à la stabilité de la Chine constitue une bonne affaire. Sur les quatre principes, je n'ai jamais, en aucune circonstance, cédé [9]Les «quatre principes fondamentaux» sont: 1) maintien de la voie socialiste; 2) maintien de la dictature du prolétariat; 3) maintien de la direction exercée par le Parti; 4) maintien du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong. Sur ce point, voir, par exemple: Deng Xiaoping, «Maintenir les quatre principes fondamentaux» (30 septembre 1986), Textes choisis (1975-1982), éditions en langues étrangères, Pékin, 1985, pp. 169-195.. Nous ne pouvons abandonner la dictature démocratique du peuple. Toutefois, s'agissant de cette dictature, il est possible d'en parler moins, voire d'en user sans le dire. Les Américains ont dit de nous pis que pendre, ils ont répandu des rumeurs sur notre compte. Mais cela ne revêt aucune importance. Supprimer les lourdeurs de l'appareil, punir la corruption, renforcer la légalité: voilà autant de réformes.

S'emparer de dix ou de vingt affaires de corruption au moins

Pour punir la corruption, il faut accomplir sérieusement

quelques actions. Il convient de s'emparer de dix ou de vingt affaires au moins et de les rendre totalement transparentes. Je me suis récemment demandé pourquoi nous n'étions toujours pas parvenus à redresser la situation. C'est probablement parce qu'elle concerne, en relativement grand nombre, des hauts cadres de notre Parti ou leurs familles. J'ai déjà évoqué ce problème par le passé, à différentes reprises et durant plusieurs années. Pourquoi cela n'a-t-il pas induit d'effets notables? La cause, probablement, doit être recherchée à l'intérieur du Parti, et à un haut niveau. Pour résoudre ce problème, il faut écarter les obstacles. Nous pouvons adopter une politique au terme de laquelle ceux qui se dénonceront ou qui restitueront l'argent de la corruption, dans un certain délai, ne passeront pas en jugement et seront traités avec clémence. Nous leur accorderons un délai, nous leur donnerons une occasion, et, dans le même temps, nous leur prodiguerons des conseils. Nous pouvons aussi entendre les dénonciations. Adoptons une grande politique provisoire. Je suppose que les dossiers ne manquent pas, et si on compte à partir du niveau du district, ils sont encore plus nombreux. Il faut traiter quelques affaires sérieusement. Nous ne pouvons attendre pour régler ce problème. Au cours de cet événement, il n'y a pas eu de slogans contre la réforme ou contre l'ouverture. Les slogans sont restés relativement concentrés sur l'opposition à la corruption. Bien sûr, ces slogans ont servi de prétexte. On les a utilisés pour exciter les passions. Mais, pour ce qui nous concerne, nous devons rectifier le Parti pour atteindre notre but stratégique. Si nous ne punissons pas la corruption, au sein du Parti surtout, nous courons réellement le danger d'échouer. Aussi, bien que les slogans contre la corruption n'aient servi que de prétexte dans cette affaire, nous devons en tenir compte et résoudre le problème. La nouvelle direction se doit de traiter la question en priorité. Il faut que nous adoptions une politique permettant de résoudre plus facilement cette affaire et de la faire aboutir. Il s'agit d'un problème interne au Parti et c'est le thème principal de la rectification du Parti. Si ici

on travaille dur et qu'on entreprend, mais que là-bas on est corrompu et pourri, alors cela ne marche pas. Punir la corruption, voilà une question sur laquelle je vous invite à débattre tout particulièrement.

Occupons-nous d'une main de la réforme et de l'ouverture et, de l'autre, punissons la corruption. Si nous menons les deux affaires en balance, notre politique deviendra claire, évidente, et gagnera la confiance du peuple.

Il faut écraser l'émeute jusqu'au bout

Troisièmement. Il faut écraser l'émeute jusqu'au bout. L'occasion est belle. Nous pouvons, d'un coup, interdire dans tout le pays les organisations illégales. Et c'est vraiment une bonne affaire. Si nous nous occupons sérieusement de cela, nous pouvons obtenir une victoire éclatante. À l'égard de ceux qui ont commis des forfaits, pas de quartier. Bien entendu, il faut faire la part du vrai et du faux, distinguer entre les cas graves et les cas bénins, se fonder sur les faits et juger selon la loi. Il faut poser une limite aux exécutions et expliquer la politique de clémence envers ceux qui avouent et de sévérité envers ceux qui s'y refusent. Nous devons nous donner beaucoup de moyens incarnant notre politique.

Les trois affaires dont je viens de vous entretenir, nous devons maintenant concentrer nos efforts dessus pour les mener à bien. Je le répète: tous les débats doivent être, pour l'instant, laissés de côté, au moins pour deux ans. La ligne, les principes et la politique arrêtés au XIII[e] Congrès [10]Congrès du Parti tenu en octobre 1987. n'ont pas changé. Si certains propos ne sont pas appropriés, il suffit de ne pas les prononcer. Encore un point: les camarades du Comité permanent doivent concentrer tous leurs efforts pour reprendre en main la construction du Parti. Ce Parti doit être repris en main. Si nous ne le reprenons pas en main, rien ne marchera.

Deng Xiaoping

[Traduit du chinois par Huang San et Angel Pino.]